



Réouverture de l'Espace Autogéré

Tract écrit et diffusé à l'occasion de la réouverture de l'espace en juin 2016:

C'est ouvert l'Espace Autogéré ce soir !
Pourtant ça fait un sacré bout de temps que c'était fermé, non ? Alors pourquoi ?

Parce qu'on devait discuter et changer et réparer.

Parce qu'on en pouvait plus d'être juste un autre « club » de Lausanne aux yeux de certaines personnes (teuffeur·euse·s et politicien·ne·s par exemple).

En fait c'est qui « on » ?
Du coup c'est quoi l'ambiance ici ?

Parce que les travaux d'entretien, ceux de tous les jours comme les gros chantiers, nous demandent beaucoup d'énergie, qu'on est peu à les faire et qu'on voudrait partager ça aussi entre toutes et tous.

C'est comment l'autogestion ?
Comment on répare la terrasse ?

Parce qu'on arrête tout. Et on discute. C'est souvent le meilleur moyen pour changer le monde et nos problèmes. Que s'il faut abattre des systèmes figés, des murs qui dérangent ou tous les gouvernements, on va commencer par discuter et s'organiser.

Quel rapport avec la teuf ? Pourquoi des soutiens à des « luttes » ?

Et alors quand est-ce qu'on fait vraiment tout péter ?

Parce qu'après vingt ans ça change à nou-

veau un bon coup. Et c'est tant mieux ! Il y a tant à modifier et à améliorer. Mais il y a aussi tout ce qui a tendance à être oublié, à disparaître et qu'il faut sans cesse remettre sur le tapis.

C'est quoi ces « principes » de l'Espace ? Des règles ? Des lois ?

De toute façon c'est toujours les mêmes vieil·e·ux con·ne·s qui décident, non ?

Parce qu'autogéré n'est pas juste le nom d'un lieu qui fait bien joli. Ça veut aussi et surtout dire qu'on a besoin d'être toutes et tous là, ensemble, pour y faire ce qu'on en voudra.

Comment ça marche en fait ?

C'est vrai que la Municipalité de gauche vous protège et vous soutient ?

Parce que toutes les diverses luttes qu'il y a en ce moment à Lausanne et dans le monde nous intéressent, nous interpellent et nous prennent du temps. Alors on veut encore plus les lier avec ce que nous voulons faire de cet endroit.

Ça veut dire quoi une soirée avec du contenu ?

Il va falloir écouter un·e barbu·e en birkenstock plutôt que de la bonne tek ?

En tout cas on espère bien qu'on va tout faire péter l'année prochaine ou le plus vite possible ! Petits rastas ou vieilles crusties, on va s'y mettre ou se la mettre pour faire

Aussi dans ce numéro :
AVORTEMENT

Contre manif
« 6^e marche pour la vie »
HUMOUR MILITANT

Un humour non-oppressif
HONDURAS

Militant·e·s assassiné·e·s
MIGRATION

Collectif Jean Dutoit

Collectif R

TECHNOLOGIE

Biologie de synthèse

SQUATS

Judiciaire : le cas clair

Collectif de l'Avenir /
Videnges / Yes! / la Comète

Perquisitions et mesures de contraintes

La police vaudoise intimide les parrains et marraines du Collectif R.

Ce jeudi 15 septembre à l'aube, la police de sûreté vaudoise s'est présentée au domicile de trois parrains/marraines du Collectif R. Il s'agit de Léonore Porchet, présidente des Verts Lausannois et conseillère communale à Lausanne, Céline Cerny, écrivaine romande et Pierre Conscience, membre du Collectif R, secrétaire de solidaritéS Vaud et conseiller communal à Lausanne également. Munies d'une perquisition, les autorités de police avaient de toute évidence l'objectif d'intercepter les personnes protégées par les parrains et marraines pour ensuite les renvoyer dans le premier pays par lequel elles avaient transité à leur arrivée en Europe, en vertu des accords de Dublin.

Les renvois par milliers liés à l'application automatiques des accords de Dublin par la Confédération ont des conséquences humanitaires catastrophiques. Face à cette inhumanité, le réseau de parrains/marraines du Collectif R rassemble plus de vingt-cinq personnalités politiques, intellectuelles et artistiques vaudoises convaincues que la désobéissance civile est le dernier levier qui permette de soutenir les personnes déboutées de l'asile et d'éviter leur renvoi, afin qu'elles puissent déposer une demande d'asile en Suisse.

De telles interventions policières visent de toute évidence à intimider et dissuader les personnes solidaires de poursuivre leur combat et leur engagement auprès du Collectif R.

Dès lors, le Collectif R et les soussignés condamnent fermement ces perquisitions. Les personnes incriminées n'ont commis aucun crime. Elles cherchent simplement à déposer une demande d'asile en Suisse. Elles sont extrêmement fragilisées par leur parcours. Leur renvoi dans d'autres pays



européens aurait de graves conséquences. Soit les conditions d'accueil y sont exécrables comme en Italie, en Croatie ou en Hongrie, soit les requérants risquent d'être par la suite refoulés vers leur pays d'origine, où leur intégrité physique est menacée. Par exemple, la France renvoie régulièrement des requérants en Algérie ou en Côte d'Ivoire, alors même qu'ils sont réfugiés politiques et par conséquent en danger sur leur sol natal.

Enfin, ces perquisitions poursuivent le feuilleton noir initié le 27 août dernier, avec l'arrestation de deux habitants du Collectif R en marge d'une course caritative. La politique répressive du Conseil d'Etat vaudois qui persiste à appliquer aveuglément les consignes de Berne sans activer sa clause de souveraineté est inadmissible. Elle relève non seulement d'un manque cruel de conscience humaine et politique, mais aussi d'un manque effarant de conscience historique à une période où l'Europe traverse la plus

grave crise humanitaire depuis la Deuxième Guerre mondiale.

Malgré ces intimidations, le Collectif R ainsi que les parrains et les marraines qui le soutiennent persistent dans leur volonté de dénoncer les accords de Dublin et de protéger les personnes menacées de renvoi.

Le collectif R

Nous cachons toutes et tous des migrant-e-s

En réponse à ces perquisitions, nous vous invitons à signer et faire signer massivement la déclaration en ligne sur

<http://www.desobeissons.ch/petitions/> ou via

#JeCacheUnRefugieChezMoi
Le combat continue.

Nous vous tiendrons informé-e-s

Le Collectif R



MANIFESTATION MASSIVE CONTRE LA POLITIQUE D'ASILE

Le 1er octobre, environ 3000 personnes venues de toute la Suisse ont manifesté dans les rues de Lausanne contre les renvois de requérant-e-s d'asile selon les accords de Dublin et en général contre la politique suisse en matière d'asile.

Encore un abus de pouvoir

Communiqué du collectif Jean Dutoit

Alors qu'il marchait dans la rue, un membre de notre collectif s'est fait interpellé par la police de Lausanne pour un contrôle. Il n'a pas résisté et a obéi aux injonctions des agents, cependant ces derniers se sont permis de lui prendre tout l'argent qu'il avait sur lui, de l'emmener directement vers une machine à billets de la gare de Chauderon (en le baladant en ville pour aller jusque là bas, une humiliation supplémentaire) et lui acheter un billet de train pour... Davos !!!

La personne en question a des papiers italiens, et il ne nous semble pas que Davos soit sur la route de l'Italie...

Les agents lui ont ensuite ordonné de quitter la ville en lui disant qu'ils ne voulaient plus le voir à Lausanne, que là n'était pas sa place...

Nous rappelons qu'il n'y a AUCUN article de loi qui autorise la police à prendre l'argent de quelqu'un pour le mettre directement dans un distributeur de billets de train.

L'abus de pouvoir est un fait dans notre pays et cela doit cesser. Nous n'acceptons



pas que la police commette impunément des délits sur le dos de personnes fragilisées et sans argent. D'autant plus que si ces personnes tentent de se révolter, elles sont embarquées au poste ou tabassées à l'abri des regards.

Collectif Jean Dutoit – 3 octobre 2016

LES PETITES ANNONCES DU T'OKUP !

KOLLEKT

Vestes d'hiver, pulls, sous-vêtements chauds, chaussettes en masse, bonnets, écharpes, chaussures, sacs de couchage et couvertures.

Parce que l'hiver débarque, qu'y a une chiée de monde dehors et que si on peut éviter de passer par caritas et compagnie c'est plus gratuit et ça discrimine moins !

Contact : sarimsak@riseup.net

RÉPRESSION

Soutien aux anarchistes polonais.e.s !



Depuis le mois de mai en Pologne, la répression d'abat sur le mouvement anarchiste polonais, et spécialement à Varsovie. Le 23 mai à 3h du matin, 3 anarchistes sont arrêtés. Ils sont suspectés de tentative d'incendie sur une voiture de police. L'affaire fait la une des médias, les 3

suspects sont désignés comme terroristes, des photos d'eux menottés sont même passées sur les écrans télé des transports en commun. Ils ont été placés directement en prison, à l'isolement, chemise rouge, considérés comme les « prisonniers les plus dangereux ». On sait qu'ils ont été torturés.

Le 18 août, le procureur a prolongé de 3 mois leur détention dans les mêmes conditions.

Le 14 septembre, le juge accepte une libération sous caution et une campagne de fonds est lancée pour réunir les 60 000 PLN, soit 13 800 euros nécessaires dans le délai très court d'une semaine. L'argent a pu être rassemblé, et le 21 septembre, après quatre mois d'isolement total, les trois ont été libérés sous caution et placés sous contrôle judiciaire.

Cette libération montre à quel point le dossier de la police est faible, que le ministère public ne faisait que gagner du temps pour utiliser la détention préventive et l'isolement total comme une forme de torture et pour obtenir des confessions forcées. Ça montre aussi l'importance des campagnes de solidarité, pour des raisons non seulement morales mais aussi pratiques.

...suite en page 4

... suite de la page 3 (soutien aux anarchistes polonais-e-s)

Que faire maintenant ?

La campagne de solidarité continue, le procès pénal étant encore à venir. Les accusés ont encore besoin de notre soutien, surtout en termes d'information et de finances. L'argent sera nécessaire pour les avocats et pour rembourser les prêts qui constituent une bonne partie de la caution. Diffuser des informations objectives et de source non policière sur cette affaire et sur la répression améliore fortement leurs chances pour le procès, et protège le mouvement contre de futures répressions. Organiser des collectes, des réunions, des événements, faire circuler des affiches, des flyers, des brochures et l'adresse du blog <https://wawa3.noblogs.org/>.

Que ne faut-il pas faire ?

Le moment de la libération des personnes arrêtées est un moment d'attention intense de la police. Pendant les jours qui ont précédé, de plus en plus de flics infiltrés et autres ont été vus, observant les lieux importants pour le mouvement et tentant de s'infiltrer. C'est le pire moment pour les potins, les spéculations, les faits inventés, l'attribution à soi et aux autres de fautes, de mérites, de connaissances sur l'affaire, ainsi que pour toute action basée sur des informations incomplètes ou fausses.

Si vous voulez prendre contact avec les accusés, réfléchissez bien si vous faites partie de leur entourage aimé. Sinon, laissez-les reprendre leur souffle et se reposer, nos chemins auront encore le temps de se croiser plus d'une fois.

D'ici-là, merci encore à tous les individus et groupes impliqués dans le soutien !

Pour faire un don

Titulaire du compte : VpKK e.V.
IBAN: DE 4085 0205 0000 0361 5700
BIC: BFSWDE33DRE
Bank für Sozialwirtschaft, Dresden (Allemagne)

Note: Donation ABC Warsaw \ ACK Warszawa

IMPORTANT : ne pas oublier de mettre la note "donation ABC Warsaw" ou "ACK Warszawa". Sans ça, personne ne saura que le don sera spécialement pour les 3 anarchistes de Varsovie.

Pour plus d'informations
<https://wawa3.noblogs.org>

De la merde à l'EP

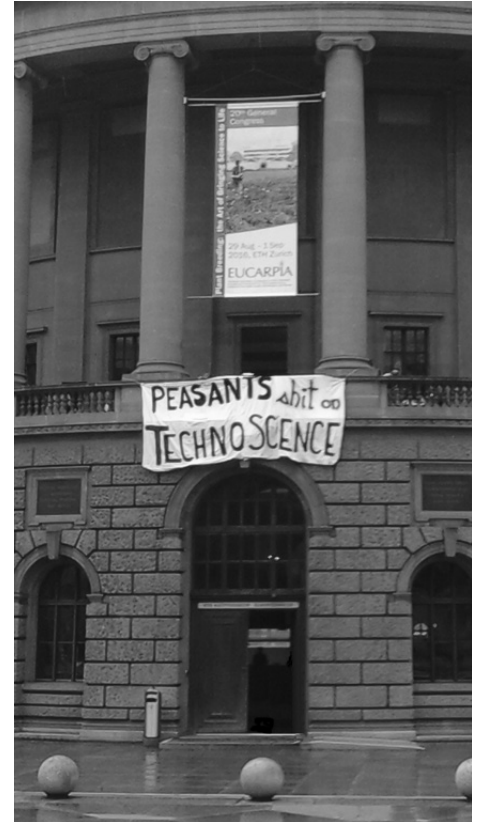
Le 29 août 2016, des énergumènes ont perturbé le congrès Eucarpia à l'EPFZ à Zürich, en séabonds dans l'auditoire où se déroulait la conférence "Génomique et bio-informatique", rompre et déplacer la conférence. Deux personnes soupçonnées d'avoir participé à l'action ont plus de deux semaines de détention préventive. Voici la traduction française d'un texte publiciste suisse-allemand Dissonanz, trouvée sur le site reverse.co où se trouve aussi un autre commun

A l'EPFZ (école polytechnique fédérale de Zurich), du 29 août au 1er septembre, un congrès de l'Association Européenne pour l'Amélioration des Plantes EUCARPIA a [eu] lieu. Ce congrès annuel de tous les membres d'Eucarpia était présenté sous la devise suivante : « La sélection végétale, l'art d'amener la science à la vie ». Naturellement le thème qui se cache derrière l'expression anodine « sélection végétale » est assez clair. « La sélection végétale a toujours été considérée comme un art et une science. Le développement de nouveaux outils et le développement technologique rapide de la génomique des plantes, de la bio-informatique et de la phénomique, pour n'en nommer que quelques-uns, a ajouté une dimension nouvelle », lit-on sur la page d'accueil du site web. Il s'agit de génie génétique, de manipulation du vivant à un des niveaux les plus élémentaires que la science a pu atteindre, et d'une des coopérations transfrontalières dans ce domaine scientifique spécialisé. Mais avant tout, Eucarpia se doit d'être un « lien entre la recherche et les entreprises ».

Il n'est alors pas surprenant que ce congrès soit coorganisé par Agroscope, qui gère le champ d'OGM à Affoltern près de Zurich, et soutenu et financé par toute une série d'organisations qui ont un intérêt financier dans les technologies génétiques, au premier rang desquelles on trouve naturellement Syngenta.

A qui profite le dialogue ?

Le lundi matin, environ 300 scientifiques et représentants d'intérêts étaient rassemblés dans le cadre familier de la grande salle de l'EPFZ, quand soudain quelques personnes masquées ont surgi et projeté de la merde de vache, des œufs pourris, de la pisse, du purin et autres matières savoureuses. Elles ont aussi laissé des tags comme par exemple « Merde à la technologie » et ont, dans un premier temps, pu s'échapper. Le congrès a ensuite été interrompu à cause de la puanteur et a dû être déplacé dans une autre salle. On a pu lire deux jours plus tard dans un texte sur internet : « L'action de perturbation ne visait pas le congrès Eucarpia en soi – il aurait pu s'agir de n'importe quel congrès sponsorisé par les multinationales – mais bien davan-



tage les visions du monde capitalistes et technocratiques, le scientisme religieux et les mensonges et mirages qui sont entretenus pour le profit de quelques-uns aux dépens des autres. Quiconque croit vraiment que les chercheurs-euses et les scientifiques qui sont financé-e-s par les grandes entreprises font de la recherche pour un monde plus juste et sans faim est tout simplement myope. » Selon les flics, deux personnes ont été arrêtées après coup avec l'aide de participants au congrès, et ont été ensuite déférés devant le procureur.

« Le tapage et le masquage de visage contredisent fondamentalement l'idée d'un dialogue constructif » dit le président de l'EPFZ Lino Guzzella le lendemain. Et le président d'Eucarpia Beat Boller d'ajouter : « Il existe d'autre possibilités de discuter des avantages et des inconvénients des technologies génétiques. » Ça sonne pourtant différemment quand Jeremy P.E. Spencer, professeur en

EPFZ

jetant du fumier et des liquides nau-
forçant les organisateurs à inter-
nt été arrêtées, et relâchées après
é le 31 août dans le journal anar-
niqué sur cette action.

sciences de l'alimentation et de la nutrition à l'université de Reading, neuroscientifique etc, écrit un peu imprudemment en référence aux perturbateurs-trices : « Animaux ! Il devraient tous être alignés et décapités. De tels idiots devraient être éliminés du pool génétique... au plus vite. » Autant pour le dialogue... Autant pour la vision du monde eugéniste de ce scientifique...

Nous pensons qu'un dialogue constructif sur le génie génétique, quel que soit le nom qu'on lui donne, n'est pas approprié. La discussion sur les avantages et les inconvénients du génie génétique, telle qu'elle est demandée par les scientifiques, sert toujours la poursuite du développement de cette technologie. Les ONG et autres qui s'embarquent dans ce dialogue ne contribuent au final qu'à favoriser l'acceptation de cette dernière.

Ah c'est si neutre...

L'on s'emploie à présenter la recherche et le développement de la technologie comme quelque chose de neutre. Ce n'est pourtant pas le cas. Ceci ne pourrait être plus évident que lors du congrès Eucarpia, où les intérêts sous-jacents sont assez clairs : l'accumulation du capital et l'extension du contrôle. Cependant, même la soi-disant « recherche indépendante », si elle existe, ne peut que demeurer dans la logique du profit et de la domination. L'ensemble de la Science est un complexe qui a pour but l'extension et l'approfondissement du contrôle sur la substance vivante et qui fournit des nouveaux moyens aux puissants pour renforcer leur domination.

Besoin d'un exemple ? Les plantes génétiquement modifiées servent à Syngenta depuis des années à pousser la paysannerie dans une dépendance sans précédent, en lui imposant des semences stériles ou à usage unique. Les paysans affectés sont forcés à racheter chaque année à Syngenta des semences et des produits toxiques, ce qui les mène à se retrouver en faillite et privés de ressources. Ainsi est combattue la « faim dans le monde » qui est utilisée comme raison pour l'utilisation du génie génétique... au moyen d'une famine et d'une dépendance accrue !

La poursuite du développement de la technologie, que ce soit dans le domaine

de la génétique, de l'informatique, de l'électronique, des nanotechnologies, de la mécanique, de la bioénergétique... est promue et menée pour sauver le système actuel du cul-de-sac dans lequel il se projette. Il s'élabore une restructuration complète du vivant, foncièrement pour créer un monde qui se réduirait à un microcosme exploitable et contrôlable, dans lequel le hasard se calcule et dont on peut tirer profit.

Pas d'expérimentations scientifiques...

Ce qui est enseigné, recherché et développé dans les universités, et particulièrement dans des universités comme l'EPFZ, est non seulement utile au renforcement du système, mais lui est aussi vital. Spécialisés et isolés, les étudiants et les professeurs travaillent, qui sur des algorithmes, qui dans des laboratoires, qui sur tel ou tel détail. Ils s'adonnent à ces activités créatives, sans consacrer la moindre réflexion à ceux pour qui ou ce pour quoi ils font ça. La capacité de comprendre le monde – et donc leur propre activité en son sein – dans un sens global se perd de plus en plus dans ce secteur.

Nous rejetons tout net la Science, ou du moins ce qui en porte le nom aujourd'hui. Non pas parce que nous refuserions d'essayer de comprendre, d'analyser et de transformer le monde alentour. Mais la Science, qui prend aujourd'hui un rôle similaire à celui que prenait autrefois la religion, est une institution qui sert à la légitimation et au perfectionnement du pouvoir, et tente d'intégrer toute connaissance dans cette logique et de la rendre exploitable. La science est une méthode qui permet un accès au vivant de l'extérieur, pour mieux le contrôler et le manipuler...

Mais nous pensons que la connaissance doit nous permettre d'améliorer la qualité de la vie, de développer l'autonomie individuelle et de créer des relations libres entre individus, ainsi que les conditions nécessaires pour cela. Ceci se heurte à la logique de la Science, qui n'a ni la notion de l'individualité, ni celle de la liberté. Et ceci nous amène en conflit avec le monde de la domination et de l'exploitation, où d'autres contrôlent notre vie et tentent de la calculer et de la rendre calculable.

... mais des expérimentations révolutionnaires

Les expérimentations que nous menons et que nous proposons sont incalculables. Il s'agit d'expérimenter comment les mécanismes et les structures de la domination peuvent être démantelés. Des expérimentations qui ne sont qu'un début, un essai de générer une rupture et d'arracher notre liberté. L'exploration de l'environnement est nécessaire à l'emploi de tout ce qui peut nous amener plus loin dans la lutte contre la domination. Un dialogue constructif n'est pour nous possible qu'avec celles et ceux qui

tentent de conquérir la liberté. Mais avec les puissants, les profiteurs, développeurs et défenseurs de l'ordre actuel, il n'y a, pour qui veut décider soi-même de sa vie, qu'un conflit. Quand ils nous invitent à parler des « avantages et inconvénients » de la technologie, il n'y a aucune base de discussion. Car les « avantages et inconvénients » dont ils parlent sont les avantages et inconvénients pour le pouvoir, pour le profit. Et pour évaluer ça, nous n'avons certainement pas envie de les aider.

Nous pensons surtout qu'il fait sens de créer, avec autant d'efforts, avec tout autant de perspicacité et de vigueur, un bouleversement révolutionnaire de la société actuelle. Des expérimentations telles que la perturbation d'un congrès scientifique à l'université, sont certainement une bonne contribution dans ce sens. Car tant que l'on pourra rechercher tranquillement dans ces usines de la connaissance, les puissants auront un pas d'avance. La science, la recherche technologique, est une branche de la société qui peut trop souvent – drapée dans son manteau de neutralité – agir sans être inquiétée. Or le Pouvoir serait pourtant vulnérable, précisément ici, les chercheurs et inventeurs étant pour lui souvent irremplaçables...

????

Attaque au compost sur le Conseil

Jeudi 21 avril 2016 vers 18 heures, une cinquantaine de personnes se sont rassemblées sur la place du marché de Renens pour partager un repas collectif. De la bouffe et des tracts ont été distribués aux passants (voir le tract à la fin de cet article). Ce rassemblement faisait suite notamment à plusieurs expulsions d'habitations, parfois très violentes, décidées et autorisées par la municipalité de Renens. Pendant que la sono mobile jouait de la musique, le sol et les murs de la place du marché ont été recouverts de slogans et de dessins à la craie.

Un peu après 20 heures, le groupe s'est déplacé en musique vers la salle où se tenait la séance du conseil communal de la ville, et a commencé à faire du bruit. Pendant ce temps, un petit groupe de personnes masquées a pénétré à l'intérieur du conseil et a accroché deux banderoles où il était écrit : « Nous ne disparaîtrons pas » et « Nous ne nous tairons pas ». Des tracts ont été lancés, puis du compost a été balancé depuis le balcon sur les politicien.nes. La séance a été interrompue. La municipalité a porté plainte. À notre connaissance, il n'y a eu aucune arrestation jusqu'à aujourd'hui.

Voici le tract qui a été distribué sur la place du marché et lancé à la séance du conseil :

Le 30 mars, deux immeubles, onze appartements à la rue de l'Avenir ont été expulsés par la force sous ordre de la municipalité de Renens, par une unité spéciale d'intervention de la gendarmerie : le DARD. Armés, ils se sont introduits à cinq heures du matin dans les deux maisons en escaladant les façades jusqu'aux fenêtres, ont défoncé les portes à coup de bélier pour mettre à la rue des dizaines de personnes de tout âge (dont notamment des familles) dans une extrême violence.

Tout ça pour un terrain vague fleuri, qui le restera sûrement plus de trois ans.

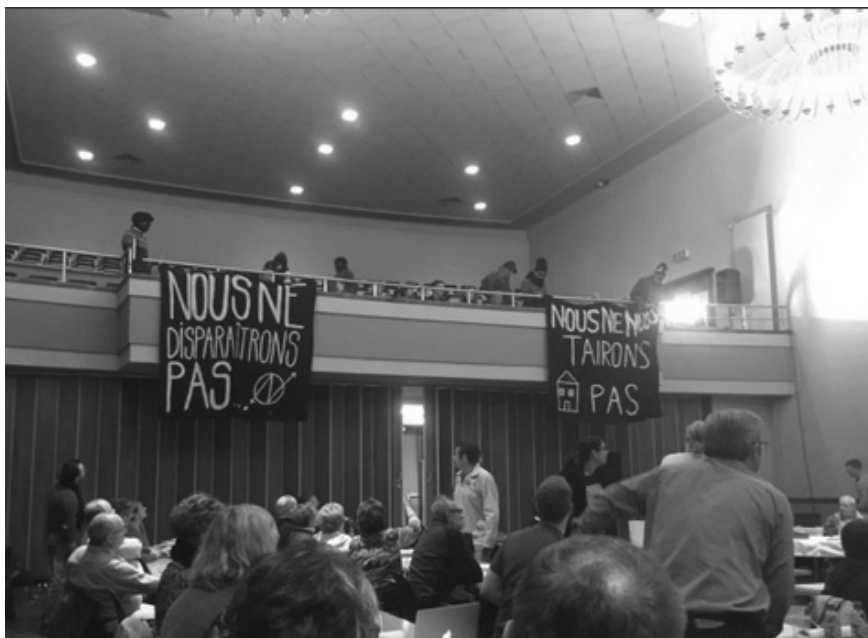
NOUS NE DISPARAÎTRONS PAS.

Le 31 mars, plus d'une centaine de personnes se sont fait mettre dehors de l'ancienne hall Heineken, à Renens. Dans un silence assourdissant, les autorités politiques, sans possibilité de dialogue, les ont volontairement forcées à retourner dormir dans la rue, alors qu'ils avaient trouvé un toit.

Tout ça pour un bâtiment vide et muré encore à ce jour.

NOUS NE DISPARAÎTRONS PAS.

Le 30 août 2015, ces mêmes personnes qui vivaient à l'ancienne halle Heineken



ont quitté sous menace d'expulsion le jardin de la structure d'accueil Le Sleep-In. Ayant trouvé une manière d'être un minimum en sécurité et à l'abri pendant la nuit, elles sont parties suite à une pression policière et politique journalière, et sans solution en retour de la part des autorités. Ces personnes ont été tolérées des mois voire des années jusqu'à ce que des revendications, découlant de la précarité de l'accueil d'urgence, soient entendues et dérangent.

Tout ça pour laisser un jardin tout propre et cacher ainsi ce que l'on ne veut pas voir.

NOUS NE DISPARAÎTRONS PAS.

Il y a environ deux ans, la ferme des Tilleuls, une maison habitée à la rue de Lausanne, a été vidée pour en faire un musée et qu'ainsi rayonne la réputation culturelle de Renens. Pas d'argent, pas de musée.

Tout ça pour une maison rénovée, morne et vide.

NOUS NE DISPARAÎTRONS PAS.

Ni les contrôles
Ni les barrières
Ni les intimidations
Ni les expulsions
Ni les assistants sociaux, messagers de votre répression

Ni les agents de sécurité

Ni la police

ni nous feront disparaître

Cette répression ne restera pas sans réponse. Nous refusons de nous taire.

Nous étions là, nous sommes là, et nous serons toujours là.

L'AVENIR

A Renens, à la rue de l'Avenir 5 et 7 (propriété de la commune), la commune est en train de raser deux immeubles sur cette parcelle. Elle y laissera un terrain vague durant trois ans minimum qu'elle va essayer de cacher avec un champ de fleurs.

Mais ce qu'elle ne pourra pas cacher longtemps c'est qu'elle a envoyé le DARD (unité spéciale de la gendarmerie) pour expulser par la force les personnes qui avaient trouvé un toit dans ces immeubles. A cinq heures du matin, des individus armés ont grimpé par les balcons, explosés les fenêtres, défoncé les portes à coup de bélier, mis au sol certain.e.s habitant.e.s et pointé un arme sur leur tête. Des jeunes, des enfants, des personnes plus âgées, des familles d'abord menacées par des assistants sociaux puis expulsées par la police. Le DARD et les policiers venus en renfort ont interdit à une femme diabétique de prendre son insuline, elle a dû être amenée d'urgence en ambulance pendant que ses enfants et d'autres personnes ont été séquestré.e.s dans une salle des pompiers à côté des maisons. D'autres habitant.e.s ont été placé.e.s en cellule pendant la matinée. Pendant l'expulsion, un policier s'est exclamé devant un enfant de deux ans en pleurs « Mais pourquoi elle pleure, elle a faim ou quoi ? »

Tout ça pour un terrain vague qui restera vide plusieurs années...

Résultat : des dizaines de personnes entre 2 et 70 ans à la rue, traité.e.s comme des

communal

terroristes et traumatisé.e.s pour un bon moment.

Mais ce qu'ils ne comprennent pas c'est que le besoin de trouver un toit sera toujours plus fort que tous les flics et politicien.e.s qui démoliront nos lieux de vie.

HEINEKEN

Nous souhaitons rappeler ceci. Nous avons commencé cette lutte dans le jardin du Sleep-In, et cela en réponse à une situation intenable. Des dizaines de personnes dormaient dehors, des personnes que la société ignore volontairement. Nous avons donc uni nos forces et avons décidé, après de longues discussions, d'occuper une maison vide.

L'idée était simple, il existe des lieux disponibles, laissés à l'abandon, il existe des personnes qui ont besoin d'un logement. Au bout de la seconde tentative, et après des efforts considérables afin qu'enfin on nous prenne en compte, nos voix ont enfin été entendues. Nous avons obtenu un contrat de confiance pour cinq mois, contrat qui était reconductible comme le stipulait la convention. Nous avons pourtant été à nouveau privé.e.s de parole, privé.e.s de la possibilité d'avoir une réelle discussion concernant la situation et nous avons été prié.e.s de libérer les lieux pour le 31 mars. Nous le répétons, la nécessité d'avoir un toit n'est pas une

option. La halle Heineken est vide, et le restera encore pour plusieurs années.

Concernant le conseil aux habitants de se présenter à l'EVAM, nous renvoyons les représentant.e.s politiques à l'argumentaire écrit par nos soins, le 24 septembre 2015, la réalité n'ayant, hélas, elle non plus pas changé. Sinon, étant en relation avec certain.e.s travailleur.e.s au sein des établissements d'accueil d'urgence, nous pouvons affirmer qu'outre le fait qu'ils refusent déjà chaque soir des dizaines de personnes, ceux-ci n'accueillent précisément plus les personnes se présentant en urgence à leur porte.

Que les politiques souhaitent continuer à ignorer qu'il existe un réel problème de logements, et spécifiquement à nier l'existence de certaines personnes qu'ils/elles n'ont pas envie de voir est une chose. Par contre, qu'ils sabotent volontairement les solutions trouvées en est une autre.

NOBODY SHOULD SLEEP OUTSIDE. ONE LOVE

LA FERME DES TILLEULS

En rénovation depuis plus de deux ans alors que sur le papier treize mois auraient suffi à « revaloriser » la bâtisse, selon les architectes et maîtres d'ouvrage du projet

(exposition publique sur la place du marché de Renens en 2013). A ce jour, une affectation toujours autant vague. Un éventuel projet de lieu d'exposition dont le nom ne cesse de changer au fur et à mesure que le temps passe.

Il était prévu que le jardin et ses imposants tilleuls deviennent un parc public. Foutaise. Une chaîne sur le portail principal y bloque l'accès, un relique de pelouse jonchée d'amas de terre retourné et des restes de matériel de construction.

Une présence continue des patrouilles de sécurité, quelques lumières qui restent allumées toute la nuit afin de simuler une présence, une fière enseigne de chantier, des murs trop blancs et des tags qui disparaissent, car il ne faut surtout pas ternir l'image du projet.

Ainsi, deux ans ont passé et pas grand-chose à déplorer, si ce n'est le sentiment de s'être bien fait avoir et d'y avoir laissé un lieu de vie collectif et un lieu de vie ouvert au public. En 2012 déjà, la Municipalité avait bien réussi à se débarrasser du collectif qui occupait les lieux depuis plus de dix ans. En 2014, c'est à nouveau une quinzaine de personnes qui se retrouvent à la rue.

COURRIER DES LECTEURS · TRICES

Le répondeur

Bonjour,

Deux textes me font réagir dans le dernier numéro. L'intention n'est pas lancer des polémiques de comptoir ou de porter un jugement sur telle position ou groupe, mais de partager quelques réflexions afin d'alimenter le débat.

1) D'abord la déclaration du Collectif Videnges devant le tribunal de la Côte (il n'est pas mentionné dans le dernier numéro que ses membres ont été très lourdement condamnés, ce qui mériterait un état des lieux en soi). La déclaration étonne par le mélange de registres invoqués dans un seul et même texte : politique (la guerre contre les pauvres est un business, remise en cause de la propriété et de la société de consommation), humanitaire (il est humain de s'abriter du froid et de la pluie), victimiste (on est persécutés – sic ! – parce qu'on vit différemment) et citoyeniste (le logement est un droit – mais plus en hiver qu'en été ; dénonciation de la répression « démesurée » – comme s'il pouvait y avoir une répression proportionnée ; les élus ne nous saluent pas au marché – mais qu'est-ce ça peut bien faire ?).

Tantôt des positions radicales sont affirmées (nous assumons nos choix de vie), tantôt on se retranche derrière la nécessité (c'est notre instinct de survie qui nous a poussés à occuper). On est tour à tour dans la justification (on a rien cassé, on ne veut pas gêner un projet immobilier, on est propres et consciencieux – resic !!), la menace (jusque-là, nous avons toujours été sans nuisances envers le voisinage – mais cette rétorsion viserait-elle les bonnes personnes ?) et la critique sociale (cette audience n'est qu'une farce, le crime ce n'est pas les squats mais la police, nous avons la haine et attendons avec impatience la chute de ce système – mais suffit-il d'attendre ?).

Or je défends le point de vue que lors d'une défense de maison, il y a des stratégies à définir. Si on refuse la légitimité du tribunal, à quoi bon s'excuser de choses qu'on revendique par ailleurs ? Si on contraire on choisit de faire profil bas pour des raisons pragmatiques parfois compréhensibles, n'est-il pas contre-productif de lancer des envolées dont on sait d'avance qu'un tribunal capitaliste-bourgeois ne peut pas tenir compte ? Il y a aussi des registres à distinguer :

peut-être vaut-il mieux s'adresser différemment à un tribunal, au voisinage dont on cherche éventuellement le soutien, à des journalistes ou à qui veut bien nous écouter lorsqu'on construit une défense politique, ou encore lorsqu'on fait un bilan entre occupant.e.s.

2) Le deuxième texte est celui du Collectif la Comète sur la critique du virilisme et l'importance de la non-mixité en milieu militant, dont la nécessité doit régulièrement être répétée (on ne peut que se réjouir qu'elle le soit avec cet article). La question qui m'intéresse est le vocabulaire utilisé, et plus largement la façon de s'adresser au public, dont on sait qu'elle est multiple. On peut saluer le souci didactique d'avoir fourni un lexique pour décoder le texte, mais cela n'en rappelle pas moins certains articles ou communiqués s'adressant « aux travailleurs et travailleuses » mais totalement hermétiques à moins d'avoir fait cinq ans de sciences po (il y a des exemples particulièrement caricaturaux, aussi dans l'histoire libertaire lausannoise). Le collectif est d'ailleurs conscient de ce paradoxe puisqu'il précise : « pas besoin d'avoir son doctorat en études féministes

DEUXIÈME TATTOO CIRCUS À LAUSANNE

Le Tattoo Circus aura lieu de nouveau à Lausanne le 20-23 octobre. Cette année il va se dérouler dans un nouvel endroit, l'Espace Autogéré – rue César-Roux 30, 1005 Lausanne.

Alors c'est quoi un Tattoo Circus ?

Le Tattoo Circus est une rencontre ayant pour objectif de collecter de l'argent afin de soutenir des prisonnier.e.s ou des projets anti-répression à travers des tattoos ainsi que des performances, des concerts, des présentations et des projections. Tout cela avec le but de renforcer le contenu politique et exprimer clairement la lutte contre les prisons.

L'initiative du Tattoo Circus est née à Rome en 2007, dans les milieux autogérés et engagés dans la thématique anti-carcérale. Le tatouage, traditionnellement associé à plusieurs ethnies et tribus depuis l'antiquité, était aussi une manière de marquer de façon indélébile certaines catégories de personnes comme les esclaves ou les prisonnier.e.s. C'est de ce lien qu'est née l'idée d'un rassemblement de tatoueurs et tatoueuses qui, à travers leur art, auraient voulu soutenir les prisonnier.e.s et en même temps faire une critique de la société qui perpétue le système carcéral.



Depuis le début, le projet s'est répandu assez vite dans beaucoup d'autres villes en Europe (Thessaloniki, Bilbao, Berlin, Amsterdam, etc.) Même si chaque collectif, dans les différents lieux où le Tattoo Circus a eu lieu, est complètement autonome, il y a toujours une base commune partagée :

- L'organisation de l'événement est totalement horizontale et toutes les décisions sont prises lors de discussions collectives. Personne n'est payée pour sa participation.
- Chaque tatoueur et tatoueuse respecte strictement les précautions et

normes d'hygiènes nécessaires au bon déroulement de leurs activités dans le respect de chacun.e.

- L'argent récolté est entièrement destiné à soutenir des prisonnier.e.s (avocat.e.s, participation aux frais carcéraux,...), ou des projets anti-répression.

Alors on va boire, manger, rire, fêter, avoir des marques sur notre peau et on espère aussi dans notre esprit. On espère te voir là-bas !

Plus d'infos sur <https://tattoocircuslausanneblog.wordpress.com>

OCTOBRE

VEN. 20 AU DIM. 22 | ESPACE AUTOGÉRÉ

• **TATTOO CIRCUS** Tatouages, perfos, concerts, discussions, projections, bouffes pop'

VEN. 21 - SAM. 22 | ONOMATOPÉE

• **3 ANS DE L'ONOMATOP'** : concerts et co.

SAM. 28 | PORNO DIESEL

• **2 ANS DU PORNO** : concerts supers - after dj's - grosse teuf

NOVEMBRE

VEN. 11 | FMR

• **KOMETA SOUND SYSTEM** (acid) / CZ

SAM. 12 | LA BARAKA

• **Soirée de soutien** pour un collectif philippin : Bouffe pop' et concerts

MAR. 15 | CIRA

• **Discussion à 19h** autour de l'imbrication des luttes et des rapports de domination (brochure en préparation)

JEU. 24 ET VEN. 25 | FMR

• **2 ANS DE L'FMR** : une chiée de trucs!

SAM. 26 | ESPACE AUTOGÉRÉ

• **Soirée de soutien pour l'Infokiosk** : infokiosk géant et concerts

DÉCEMBRE

DATE À CONFIRMER ! | L'AENCRE

• **SOIRÉE QUEER** : perfos et autres...

MAR. 20 | CIRA

• **Discussion à 19h**: Quelles archives pour les luttes, débat à partir de deux cas américains récents.

ACTIVITÉS

• **PROJECTION ET REPAS CANADIEN DÈS 18H**: Tous les dimanche de novembre et p't'être plus! LA BARAKA

• **'POTAGE DE PLOMB'S'** - Bouffe pop' et bar tous les jeudi dès 20h à cinéma et projection, tous les lundi à 20h. L'ESPACE AUTOGÉRÉ

ADRESSES

• ESPACE AUTOGÉRÉ, César-roux 30, Lausanne. www.squat.net/ea

• L'ONOMATOPÉE, Chavannes 63, Lausanne

• CIRA, Beaumont 24, 1012 Lausanne. www.cira.ch

• PORNO DIESEL, Châtelard 103, Lausanne (Le Mont)

• L'FMR, Lavaux 14, Vevey

• LA BARAKA, Terminus 1, Renens

• L'AENCRE, Midi 5, Renens